

Assez de discussions avec le gouvernement, grève générale pour le retrait du projet !

Des dizaines de milliers de personnes viennent en aide aux réfugiés ; des dizaines de milliers d'étudiants ont tenté d'empêcher la sélection université par université ; des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont manifesté lors des « journées d'action » décrétées par les directions de la CGT, de Solidaires, de la FSU et de FO ; des milliers de cheminots ont fait des grèves perlées créées par toutes les directions syndicales de la SNCF.

Macron, Philippe, Borne et la majorité LREM de l'Assemblée nationale poursuivent leur offensive contre la classe ouvrière : la police attaque les migrants et les étudiants, avec l'aide de fascistes ; les ordonnances de précarisation et la loi de sélection pour l'entrée à l'université s'appliquent ; celle contre les travailleurs de la fonction publique est en préparation ; celle contre les travailleurs de la SNCF est en cours d'adoption au parlement.

Macron poursuit deux objectifs au compte de la bourgeoisie française : briser un bastion des luttes sociales, élargir la sphère du capital et du profit. Le gouvernement Macron-Philippe-Borne parle vaguement de reprendre la dette de la SNCF, mais la dette de la SNCF n'est pas celle des travailleurs, c'est celle des gouvernements précédents qui l'ont créée en même temps qu'ils restreignaient le droit de grève dans les transports publics. Il fait des promesses sur la future convention collective du transport ferroviaire, mais qui peut croire que l'attaque gouvernementale et la concurrence généralisée vont déboucher sur une amélioration du sort des exploités du secteur ?

La liquidation du statut de cheminot, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de passagers, l'éclatement de la SNCF ne sont pas la seule affaire des salariés de la SNCF. Si le gouvernement l'emportait, le statut ne serait pas garanti à tous les anciens recrutés, la SNCF serait en partie privatisée et le transport de passagers serait plus coûteux. La perte des acquis sociaux d'un secteur de la classe ouvrière ne profite jamais aux autres travailleurs. Ce qui est arrivé aux anciens PTT et à l'ancienne EDF-GDF le montre.

Battre le gouvernement sur cette question, arracher le retrait du « projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire », arrêter la succession de reculs sociaux et de défaites politiques est donc l'affaire de tous les travailleurs et de tous les futurs travailleurs.

Mais tel n'est pas le but des appareils syndicaux de la CGT, de la CFDT, de Solidaires, de l'UNSA, de FO. Par exemple, le site de la fédération CGT n'a pas pour titre l'exigence du retrait du projet de loi, mais : « *Les propositions CGT doivent être entendues !* ». On y lit aussi : « *la*

réforme gouvernementale en cours doit changer d'aiguillage pour remettre le service public sur de bons rails ». Qui peut croire que Macron va faire une telle chose ?

Tous les chefs syndicaux ont aidé le gouvernement à chaque étape de son projet contre les cheminots :

- des permanents de la CFDT, de l'UNSA, de la CGT et de Solidaires siègent, contre rétribution, au conseil d'administration de la SNCF ;
- le 19 février, tous les chefs syndicaux se sont rendus à la convocation du gouvernement Macron-Philippe pour discuter le rapport Spinetta qu'il avait commandé ;
- à partir du 1^{er} mars, tous les chefs syndicaux ont accepté de discuter de l'attaque du gouvernement durant une trentaine de réunions qui se sont tenues au ministère des transports, tous lui ont fait des « propositions » ;
- en avril, l'UNSA et la CFDT ont déposé des amendements au Sénat à majorité

LR ;

- le 7 mai, tous les chefs syndicaux se sont rendus, syndicat par syndicat, à Matignon pour discuter du projet de loi (ils ont osé présenter la convocation du Premier ministre comme une victoire, mais quelle a été le gain pour les cheminots ?).

Tout le « syndicalisme de propositions » veut remettre cela le 25 mai. Les dirigeants syndicaux ne veulent pas battre le gouvernement en faisant courir au capitalisme français le risque d'un juin 56 ou d'un mai 68. La France insoumise (LFI) ajoute à la confusion et à la diversion en organisant des pique-niques festifs comme le 5 mai et le Black bloc en s'en prenant à des guichets de banque ou des abribus.

La collaboration de classes ne peut déboucher que sur une nouvelle défaite qui donnerait encore plus confiance à Macron et au capital. Pour mener la lutte de classe, la difficulté est que, faute de parti ouvrier révolutionnaire, les travailleurs se heurtent aux adjoints des bureaucraties syndicales : partis sociaux-patriotes (PCF, LFI, PS, Générations...) et organisations centristes (LO, NPA, POID, Ensemble, AL, POI...).

Pour gagner, pour vaincre Macron-Philippe, il faut que monte dans les syndicats et les assemblées générales l'exigence :

- Rupture des négociations ! Aucun représentant syndical à Matignon le 25 mai !
- Grève générale jusqu'au retrait de projet de loi !

18 mai 2018

